MEDIAPART

ÉNERGIES ANALYSE

Pétrole, gaz : un rideau de fer s'abat sur le secteur de l'énergie

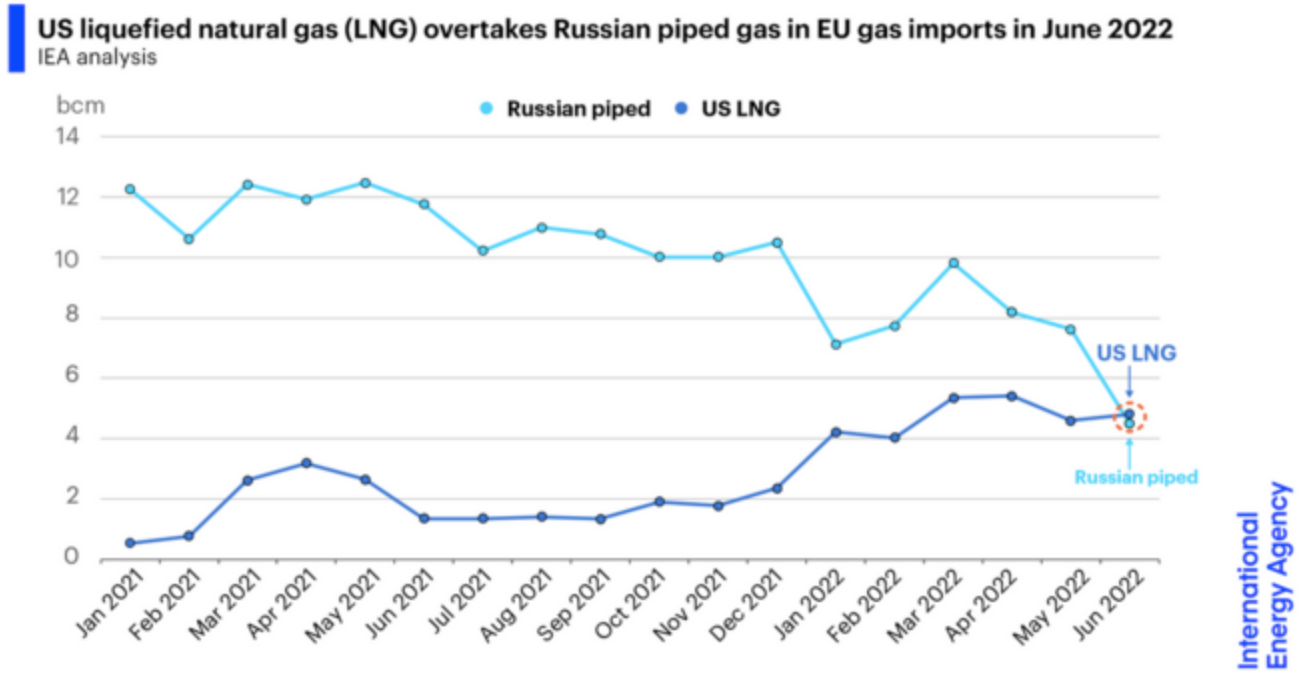
Depuis quatre mois, les fragiles équilibres d'un marché déjà tendu sont rompus. L'énergie est devenue un terrain d'affrontement entre les États-Unis et la Russie. En juin, pour la première fois de son histoire, l'Europe a plus importé de gaz américain que russe.

Martine Orange

2 juillet 2022 à 15h09

Quatre mois de guerre en Ukraine ont suffi à obtenir le résultat que la diplomatie américaine n'était pas parvenue à garantir, en dépit de près de dix ans d'efforts : pour la première fois de son histoire, l'Europe, en juin, a plus importé de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des États-Unis que de gaz russe acheminé par les gazoducs terrestres, selon l'Agence internationale de l'énergie.

Attirés par les prix atteignant des niveaux records (145 euros le MWh, selon les derniers cours), de plus en plus de producteurs américains détournent leurs livraisons de l'Asie vers l'Europe, prête à acheter tout et à n'importe quel prix, tant elle s'inquiète du ralentissement des livraisons russes et de possibles pénuries cet hiver.



Importations de gaz russe et de gaz liquéfié américain en Europe. © Agence internationale de l'énergie

Dans le même temps, Vladimir Poutine continue à renforcer son contrôle sur le secteur des hydrocarbures en Russie. Alors que plusieurs majors pétrolières – BP et Shell notamment – ont décidé, dès le début de la guerre, de vendre les participations qu'elles détenaient dans les compagnies ou des productions pétrolières, c'est maintenant le gouvernement russe qui les pousse vers la sortie. Au nom des intérêts nationaux et de la sécurité économique du pays, Vladimir Poutine vient de signer un décret transférant tous les droits du projet gazier Sakhaline 2 dans une nouvelle société publique. Les coactionnaires du projet – Shell et les japonais Mitsubishi et Mitsui – qui alimente en partie le Japon en gaz se voient pousser dehors. Et des groupes chinois semblent prêts à les remplacer

Sans qu'on y prenne garde, un rideau de fer est en train de s'abattre sur le monde de l'énergie. Si le contrôle du pétrole, du gaz ou du charbon a toujours fait l'objet de féroces batailles politiques et géostratégiques, et de guerres d'influence, les différentes productions continuaient malgré tout à circuler dans le monde, répondant à des besoins d'une consommation elle aussi mondiale. Depuis quatre mois, le monde de l'énergie assiste aussi à une fragmentation des approvisionnements, à une division des productions.

Renversements énergétiques

Avec la guerre en Ukraine, l'énergie est devenue le théâtre d'un affrontement entre les États-Unis et la Russie, respectivement premier et troisième producteur mondial de pétrole. Chacun tente d'y marquer des points au détriment de l'autre, parfois de tous les autres. L'Opep, le cartel des pays producteurs de pétrole, qui avait joué au cours des 50 dernières années un rôle déterminant sur ce marché, se voit condamnée à rester sur la banquette arrière, assistant en spectatrice à des renversements spectaculaires de situation.

En quelques semaines, ce sont des flux d'échanges datant parfois de décennies qui se sont taris, tandis que de nouvelles alliances se nouent dans la précipitation. Des pays considérés ces dernières années comme des parias, à l'instar du Venezuela, de l'Iran, de la Libye et, dans une moindre mesure, de l'Arabie saoudite, sont à nouveau, si ce n'est courtisés comme dans le cas de Riyad, au moins pris en considération.

La course à l'énergie, aux alliés potentiels qui pourraient permettre à l'un ou l'autre camp d'asseoir sa suprématie et surtout, dans un premier temps, de répondre à la demande de tous les pays consommateurs, se fait tous azimuts.

Les responsables du G7 lors du sommet des 26-28 juin en Bavière. © Photo Frank Hoermann / dpa Picture-Alliance via AFP

Car ce bouleversement a rompu les fragiles équilibres d'un marché déjà tendu, affaibli par des années de guerre des prix, de sous-investissements et de crises multiples. Alors que l'offre peinait à suivre la demande depuis l'été 2021, l'effacement partiel de la Russie, troisième producteur pétrolier mondial, a provoqué un renchérissement spectaculaire des prix.

Bien que sa production ait diminué de plus d'un million de barils par jour, Moscou récupère largement cette baisse de volume par la hausse des prix. Depuis le début de l'invasion ukrainienne, Moscou a perçu quelque 100 milliards de dollars. 61 % du total a été payé par l'Europe.

Faute d'avoir réussi à rallier le reste du monde, mais ayant plutôt accéléré sa fragmentation, l'Occident prend la mesure de ses limites. Tandis que l'armée russe poursuit son œuvre de destruction en Ukraine,

les sanctions contre Moscou, les plus dures jamais prises contre un pays, tardent à démontrer leur efficacité. Certaines sont même en train de revenir en boomerang dans les économies occidentales, ce que beaucoup n'avaient pas anticipé au départ. Le prix à payer commence à sembler exorbitant pour certains.

Cours du Brent sur un an (en dollars par baril). © Boursorama

Car cette envolée des cours des hydrocarbures (+ 75 % en un an sur le pétrole, + 370 % pour le gaz) est en train de contaminer toute l'économie mondiale. L'inflation a atteint le niveau record de 8,6 % en moyenne en juin dans la zone euro.

Cette résurgence des hausses de prix à des niveaux inconnus depuis 30 ans, la crainte d'une récession mondiale, la menace de pénuries et de rationnement du gaz et du pétrole cet hiver, en Europe sont en train d'éteindre les volontés de pousser plus loin l'offensive économique contre Vladimir Poutine et d'adopter des sanctions supplémentaires. D'où l'idée d'avoir une nouvelle approche face à la Russie, en plafonnant le prix des exportations de gaz et de pétrole russes.

Un projet mort-né ?

Est-il possible de contrôler politiquement le prix du pétrole dans le monde ? Tout au long des trois jours du sommet du G7 réuni au château d'Elmau en Bavière, le sujet a été au cœur de toutes les discussions entre les responsables des principaux pays industrialisés (États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, France, Canada, Japon). Cela a même parfois ressemblé au concours Lépine pour tenter de déterminer quel mécanisme serait le plus efficace pour plafonner le prix du pétrole russe.

Sans le dire , l'idée de plafonnement revient à défaire en partie le sixième paquet de sanctions adopté avec difficulté par l'Europe. Il prévoit un embargo sur le pétrole russe à partir de la fin de l'année, et l'interdiction faite à toutes les compagnies occidentales d'assurer les livraisons maritimes de pétrole russe dans le monde.

À la place, le mécanisme avancé au G7 permettrait les exportations énergétiques russes, à la condition que celles-ci soient vendues en dessous d'un certain prix – arrêté et accepté mondialement –, les assurances étant chargées du contrôle effectif de ces mesures.

Sur le papier, le projet a tout pour séduire car il semble répondre à toutes les contraintes actuelles. Il peut permettre de réduire l'argent tiré de la vente des hydrocarbures, qui sert à financer la guerre russe en Ukraine, sans diminuer les approvisionnements pétroliers sur le marché mondial, déjà trop tendu. Il limiterait ainsi la flambée des prix, la montée de l'inflation et les risques d'une récession mondiale.

Très réservée sur un embargo sur le pétrole russe, la secrétaire d'État américaine au trésor, Janet Yellen, a été une des premières à défendre cette idée de plafonnement de son prix. Elle est largement soutenue par son ancien collègue de banque centrale, le président du Conseil italien Mario Draghi, qui milite lui aussi activement pour trouver des moyens de limiter l'inflation « *essentiellement provoquée par la flambée des prix de l'énergie* ».

Vladimir Poutine avec le président indonésien Joko Widodo, le 30 juin 2022. © Photo Pavel Bednyakov / Sputnik via AFP

Le projet a été aussi longuement expliqué dans un article d'Oleg Ustenko, conseiller économique du président ukrainien Volodymyr Zelensky, et German Galushchenko, ministre ukrainien de l'énergie, publié par Project syndicate . Tous les deux se disent favorables à un dispositif permettant de limiter les revenus de la Russie tirés de ses exportations pétrolières et gazières, qui viennent financer sa machine de guerre contre l'Ukraine.

L'idée n'a pas été repoussée au sommet du G7. Elle est évoquée dans le communiqué final du sommet. Mais ses modalités sont renvoyées à des discussions ultérieures entre ministres des finances, tant elles s'annoncent complexes et difficiles à mettre en œuvre. Le conseiller à la sécurité nationale de Biden, Jake Sullivan, a reconnu lui même que ce projet constituait un « *nouveau défi* » et que cela ne pouvait pas être proposé « *clé en main* ».

Pour certains observateurs et pour des connaisseurs du monde pétrolier, le projet est mort-né, tant il suppose de réunir des conditions qui, à ce stade, semblent impossibles à réunir.

Contournements russes

Imposer une décote mondiale sur le pétrole russe supposerait d'abord que Moscou soit d'accord avec une telle mesure. Or tout démontre que Vladimir Poutine est devenu totalement insensible aux condamnations, pressions, sanctions des Occidentaux, mais aussi indifférent aux considérations économiques pour la Russie. Tout laisse craindre, selon certains observateurs, que la Russie, en représailles à un éventuel plafonnement des prix, coupe totalement ses approvisionnements pétroliers et gaziers vers l'Occident , comme elle commence à en agiter la menace.

La disparition des productions d'hydrocarbures russes du marché mondial ne pourrait que provoquer qu'un chaos généralisé, préviennent ces experts, car aucun acteur n'est susceptible de remplacer le troisième producteur mondial de pétrole. Ce n'est plus 120 ou 150 dollars le baril qu'il faudrait payer mais 380 dollars, avertit une note de JPMorgan à partir de ce scénario noir.

De plus, le gouvernement russe a réagi plus rapidement que ses adversaires ne l'avaient imaginé. Il est parvenu en quelques semaines à mettre en place un système de contournement des sanctions occidentales : il propose déjà une décote pour ses exportations pétrolières. Alors que le pétrole russe était auparavant quasiment aligné sur les cours du brent, il est désormais vendu à un rabais de près de 30 % par rapport aux cours mondiaux.

> « Le premier ministre indien Narendra Modi a expliqué combien la guerre était en train d'abîmer les économies des pays émergents. Il a prévenu que l'Inde n'était pas en capacité de se joindre aux sanctions contre la Russie. »

Comme les compagnies d'assurance, les banques, les sociétés de négoce européennes, qui assurent plus de 90 % du financement des cargaisons pétrolières dans le monde, ont désormais interdiction de faire la moindre transaction avec les groupes russes, le gouvernement a instauré un système d'assurance et de financement alternatif avec l'aide de la compagnie russe nationale de réassurance. Ce qui lui permet de poursuivre ses exportations vers des pays tiers. En premier lieu vers l'Inde et la Chine, qui sont devenues ces derniers mois les premiers pays acheteurs de pétrole russe.

C'est un des autres obstacles à ce projet soutenu par le G7 : il faut que les autres pays du monde, qui ont pris leurs distances avec le bloc occidental depuis le début de la guerre en Ukraine, acceptent de soutenir ce projet. Plusieurs responsables de pays émergents, dont l'Inde, l'Indonésie, le Sénégal, l'Afrique du Sud et l'Argentine, ont été invités à se joindre au sommet du G7, en vue justement d'élargir ce soutien. Mais les membres du G7 ont échoué dans leurs tentatives pour les convaincre d'adhérer aux sanctions contre la Russie.

Lors d'un échange avec le chancelier allemand Olaf Scholz, le premier ministre indien Narendra Modi a expliqué combien la guerre était en train d'abîmer les économies des pays émergents. Il a prévenu que l'Inde n'était pas en capacité de se joindre aux sanctions occidentales contre la Russie. Le pays est même devenue une des plaques tournantes – peut-être de façon momentanée – du pétrole russe.

Après avoir acheté du brut russe à prix cassé, les raffineurs indiens s'empressent de revendre dans la plus grande discrétion leur production aux cours mondiaux partout dans le monde, et empochent la différence. Des produits raffinés issus du pétrole russe se retrouvent ainsi aux États-Unis ou en Europe .

L'Opep à distance

Pressés par les États-Unis et l'Europe de rallier le camp occidental, les pays producteurs de l'Opep ont soigneusement veillé jusqu'à présent à adopter une stricte neutralité. Le prix actuel du pétrole leur convient parfaitement : il leur permet de reconstituer leurs finances publiques mises à mal pendant les années de guerre des prix.

Leur seule mission, selon l'Opep, est d'assurer le bon fonctionnement du marché, en assurant son approvisionnement. Le 30 juin, le cartel a ainsi annoncé qu'il allait augmenter sa production de 648 000 barils par jour à partir du mois d'août, afin de rétablir son niveau de production d'avant la crise du Covid-19.

L'annonce, toutefois, est symbolique. En dépit de leurs engagements précédents, la plupart des pays producteurs n'arrivent déjà pas à atteindre les niveaux de production qu'ils ont promis. Le manque d'investissements, d'équipements, parfois de main-d'œuvre les empêche de retrouver des capacités, qui ont été gelées quand le pétrole valait 20 ou 40 dollars.

Seuls l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont peut-être susceptibles d'augmenter leur production de plus d'un million de barils par jour, selon les experts. Mais là encore, le doute subsiste. Les réserves réelles des deux pays, leurs capacités d'augmenter leur production sont des secrets bien gardés.

Lors d'une discussion – saisie par quelques journalistes présents – au sommet du G7 avec le président américain, Emmanuel Macron expliquait que le président des Émirats arabes unis lui avait confié que son pays n'était pas capable d'aller au-delà des 3,1 millions de barils par jour.

Piégés dans cette guerre de l'énergie, qui menace toutes leurs économies, les responsables du G7 ont décidé face à l'urgence d'enterrer tous leurs engagements passés, à commencer par la fin des financements de tous les projets d'énergie fossile. En mai, l'Agence internationale de l'énergie appelait à renoncer à tout projet pétrolier et gazier afin d'avoir quelques chances de limiter le dérèglement climatique d'ici à 2050.

or, les pays qui dominent l'économie mondiale ont décidé d'augmenter le développement des projets pétroliers et gaziers, de quelque nature qu'ils soient, ainsi que les infrastructures de transport et de stockage. La seule condition est qu'ils s'inscrivent dans la trajectoire de « *transition écologique* » fixée pour les 20 ans à venir. Autant dire de belles paroles. La guerre de l'énergie est en train de tout emporter.

Martine Orange

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.